



## FACE AU CHOC ÉNERGÉTIQUE, NE LAISSONS PAS LES TPE-PME ABSORBER SEULES LA CRISE

Le conflit au Moyen-Orient n'est pas un sujet lointain pour les entreprises d'Occitanie. La hausse du prix des carburants s'impose comme une nouvelle réalité économique. **C'est une incertitude supplémentaire qui vient peser sur leurs comptes, sur leurs marges, sur leur trésorerie.**

### Le choix de la responsabilité budgétaire, choix partagé

Le Gouvernement a pris ses responsabilités en mobilisant un premier plan d'urgence de **70 millions d'euros**, avec des aides ciblées pour les secteurs les plus exposés : transport routier, pêche, agriculture. Cette approche, fondée sur des mesures temporaires et encadrées, est cohérente avec la situation de nos finances publiques et avec la ligne défendue par la CPME au niveau national.

### Mais la responsabilité ne peut pas signifier l'inaction opérationnelle.

**Il faut le dire clairement** : ce premier étage de réponse ne suffit pas à couvrir l'ensemble de la réalité du tissu économique.

Pendant ce temps, nos voisins européens ont fait des choix différents. Certains ont massivement compensé. D'autres ont encadré plus strictement le fonctionnement du marché. Tous, en revanche, ont un point commun : ils ont cherché à éviter que les entreprises les plus fragiles portent seules le poids du choc.

Aujourd'hui, le débat public se concentre sur le prix du carburant. C'est une erreur.

**Nous faisons face à une crise de trésorerie et d'équilibre économique.**

Une TPE ne disparaît pas parce que le litre de gazole augmente. Elle disparaît parce qu'elle doit avancer ce surcoût pendant plusieurs semaines, sans pouvoir le répercuter immédiatement.

Dans ce contexte, la France a fait un choix : ne pas recourir à des mesures générales coûteuses comme la baisse massive de fiscalité ou les chèques universels. Ce choix est assumé. Il est compréhensible.

Mais il crée une exigence forte : **être irréprochable sur la rapidité, la simplicité et l'efficacité des réponses ciblées.**

Or aujourd'hui, il existe un décalage entre la décision publique et sa traduction concrète sur le terrain.

C'est précisément là que la France doit aller plus loin. Rendre la stratégie nationale pleinement opérationnelle.

**La CPME Occitanie formule des propositions concrètes aux pouvoirs publics locaux.**

Ces propositions s'appuient sur les **priorités économiques des TPE et PME et peuvent être prises immédiatement** :

- À l'échelle de l'État en région
- À l'échelle des collectivités

## PRIORITÉ 1 : PROTÉGER LA TRÉSORERIE DES TPE-PME, IMMÉDIATEMENT

Chaque jour de décalage entre la hausse du carburant et son intégration dans les prix fragilise nos entreprises. C'est pourquoi nous appelons à une décision simple et immédiate :

**Ramener à 10 jours maximum les délais de paiement des acteurs publics pour les TPE et PME exposées.**

Pas besoin de loi, pas besoin de budget supplémentaire, simplement une volonté politique, une instruction claire et un pilotage exigeant.

**Réduire les délais de paiement, c'est redonner de la trésorerie. Et redonner de la trésorerie, c'est éviter des défaillances.**

## PRIORITÉ 2 : FAIRE RESPECTER LES RÈGLES ÉCONOMIQUES EXISTANTES

Les règles existent. Mais elles ne sont pas toujours appliquées.

Les clauses d'indexation carburant sont prévues dans de nombreux contrats. Les délais de paiement sont encadrés. Pourtant, **sur le terrain, trop d'entreprises continuent d'absorber seules la hausse. Ce n'est pas acceptable.**

Ce que nous demandons :

- **Des contrôles renforcés par la DGCCRF**
- **Une saisine simplifiée du médiateur des entreprises**
- **Un traitement prioritaire des situations de non-respect.**

Pas besoin de nouvelles normes.

Il s'agit de faire appliquer celles qui existent.

Nous le rappelons : les TPE et PME ne peuvent pas être seules à absorber les coûts de la crise.

**A l'échelle micro-économique**, les conséquences peuvent être dramatiques. **En termes d'économie locale**, les entreprises ne sont pas une variable d'ajustement. Elles sont le cœur battant de nos territoires. Ce sont elles qui créent de l'emploi, qui maintiennent de l'activité, qui

font vivre nos centres-villes et nos zones rurales.

**Nous n'avons pas besoin de mesures spectaculaires. Nous avons besoin de décisions utiles, rapides, concrètes.**

C'est à cette condition que nous éviterons que cette crise énergétique ne devienne, demain, une crise économique locale.